

# Accusé de vouloir recruter des «mercenaires», le Mali invoque sa souveraineté

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 1 heure



Apparu dans le sillage de l'intervention russe en 2014 dans l'est de l'Ukraine, ce groupe sans existence légale est signalé ensuite en Syrie, puis en Libye... ALEXIS HUGUET/AFP

Le gouvernement malien, accusé de vouloir recruter des «*mercenaires*» à la suite d'informations sur des discussions avec la société de sécurité privée russe Wagner, a affirmé dimanche qu'il lui appartenait de «*décider quels partenaires il peut solliciter ou pas*».

«*S'agissant de la volonté prêtée aux autorités maliennes d'engager des "mercenaires"*», le gouvernement de transition dirigé par les militaires invoque l'exercice de sa «*souveraineté*» et «*le souci de préserver son intégrité territoriale*», dans un communiqué publié dimanche par son ministère des Affaires étrangères.

Sans citer de pays ni la société Wagner, il affirme qu'il «*ne permettra à aucun Etat de faire des choix à sa place et encore moins de décider quels partenaires il peut solliciter ou pas*».

La France et l'Allemagne ont prévenu qu'un déploiement des paramilitaires du groupe russe remettrait en cause leur engagement militaire au Mali. Et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 pays) a condamné jeudi «*la volonté des autorités de*

*la transition d'engager des compagnies de sécurité privées au Mali», sans citer de nom, s'alarmant des «conséquences certaines sur la détérioration de la situation sécuritaire» dans le pays et la région.*

Le gouvernement malien dénonce dans son communiqué *«des rumeurs et des articles de presse commandités s'inscrivant dans le cadre d'une campagne de dénigrement de notre pays et de ses dirigeants».*

La communauté internationale, dont la France et la Cédéao, s'inquiètent ouvertement du respect par les putschistes qui ont renversé le 18 août 2020 le président Ibrahim Boubacar Keïta du calendrier de la transition, en particulier la tenue d'élections en février.

Le gouvernement malien ne s'est jusqu'à présent pas exprimé directement de manière officielle sur l'existence de contacts avec Wagner, mais le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga y a fait allusion jeudi lors d'une rencontre avec l'association *«Forum de Bamako».*

*«Il y des partenaires qui ont décidé de quitter le Mali pour se replier sur d'autres pays, il y a des zones qui sont abandonnées»,* a-t-il dit, en référence au redéploiement en cours des forces françaises au Sahel qui vont quitter une partie de leurs positions dans le nord du Mali. *«Est-ce qu'il ne faut pas avoir des plans B?»*, a poursuivi M. Maïga. *«C'est cette réflexion qui conduit à des débats aujourd'hui où on nous accuse de vouloir changer de stratégie»,* a-t-il estimé.

De source française proche du dossier, le gouvernement malien étudie la possibilité d'un contrat avec Wagner sur le déploiement d'un millier de paramilitaires russes, pour former les forces armées et assurer la protection des dirigeants.